



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

généralités

Question au Gouvernement n° 493

Texte de la question

DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES DU PAYS

M. le président. La parole est à M. Guillaume Chevrollier, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Guillaume Chevrollier. Monsieur le Premier ministre, la situation économique de notre pays est grave. La France traverse une crise, crise que vous avez niée pendant la campagne présidentielle. Vous devez désormais affronter la réalité. Arrêtez d'accuser vos prédécesseurs et de détruire ce qu'ils ont fait. *(Rires et exclamations sur plusieurs bancs du groupe SRC.)* La croissance n'est plus là, le chômage atteint des taux inégalés et les plans sociaux se multiplient.

Votre gouvernement est à la pêche aux repreneurs, mais comment voulez-vous que les repreneurs fassent confiance à un pays qui n'engage pas les réformes structurelles dont il a besoin et qui cloue au pilori les entrepreneurs ? Comment voulez-vous que les repreneurs viennent dans un pays où le nombre des impôts et taxes augmente sans cesse, où prédomine l'instabilité juridique en matière fiscale et sociale ?

(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.)

Les médias parlent des grands groupes, mais il vous faut aussi entendre les difficultés de nos PME et TPE. Elles sont inquiètes pour leur avenir, elles n'ont aucune visibilité. L'emploi est là aussi menacé, dans le bâtiment notamment. Or ces entreprises constituent le terreau économique de nos territoires ruraux.

Vous allez nous répondre " emplois d'avenir ", " contrat de génération ", mais ce ne sont pas les bonnes solutions. Votre plan de compétitivité n'est pas non plus à la hauteur. Notre pays s'appauvrit ; les Français le vivent. Nos partenaires européens sont inquiets. Notre image à l'international se dégrade.

Monsieur le Premier ministre, au lieu de saper notre pays avec vos lois sociétales qui divisent profondément les Français, agissez pour le redressement économique, arrêtez l'exil de nos diplômés, de nos créateurs d'entreprises. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.)* Créez l'unité nationale autour de vraies réformes courageuses ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député, j'avoue que je ne comprends absolument pas le sens de ce type de question. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Je me tourne vers ceux qui nous regardent. Passer son temps à dénigrer son propre pays *(Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP)*, alors qu'il est la cinquième puissance économique du monde, qu'il est le pilier de la construction européenne avec l'Allemagne, et que nous sommes en outre en train d'engager son redressement, c'est un acte antipatriotique, dont la vanité et la vacuité ne peuvent que frapper. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP. - Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.)*

M. le président. S'il vous plaît !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Je ne veux pas rappeler éternellement votre bilan, mais c'est ce gouvernement qui entreprend une politique de redressement après les déficits que vous avez laissés, et en particulier le considérable déficit du commerce extérieur qui signe une perte de compétitivité. L'attractivité de notre territoire reste intacte mais c'est nous qui sommes en train de réparer ce que vous avez défait, non pas pendant cinq ans, mais pendant dix ans ! *(Mêmes mouvements.)* C'est la leçon du rapport Gallois : vous devriez l'entendre. Quant aux politiques structurelles, regardez ce qu'est la situation du pays. L'euro va mieux car nous avons agi

afin de le stabiliser, les déficits de réduisent car nous prenons des mesures utiles (*Brouhaha sur les bancs des groupes UMP et UDI*), et surtout nous sommes en train, avec le pacte de compétitivité, de recréer pour les entreprises les conditions qui leur permettent à nouveau d'investir et d'embaucher.

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Céleste Lett. C'est du pipeau !

Mme Laure de La Raudière. Après avoir augmenté les impôts de 4 milliards !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. C'est ce qui a été fait ce matin, lors de la conférence nationale de l'industrie réunie autour d'Arnaud Montebourg.

Vous parlez d'unité. C'est bien à cela que je vous appelle : unité et dignité. (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*) Les Français qui nous écoutent et nous regardent attendent que nous soyons tous mobilisés aux côtés de nos entreprises, pour la compétitivité du pays, pour l'attractivité de la France.

M. Jean-Christophe Lagarde. Ils attendent des résultats !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Ce redressement, nous l'avons entrepris. Il ira au bout, même si cela vous déplaît ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Chevrollier](#)

Circonscription : Mayenne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 493

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [6 février 2013](#)